

L'hon. M. Chrétien: Ce n'était pas un parti progressiste, bien entendu. Songez au programme de logement dans le Nord.

M. Nielsen: Vous n'allez pas me dire que vous en êtes fier?

L'hon. M. Chrétien: Pas fier de cela? Vous parliez de chemins d'igloo en igloo, maintenant nous parlons d'aller d'une maison à l'autre. Lors de ma visite dans le Nord l'été dernier, en compagnie de l'ancien secrétaire à l'Intérieur des États-Unis, j'ai remarqué qu'il était surpris des logements mis à la disposition des Esquimaux.

M. Nielsen: Les Esquimaux, mais pas les Indiens.

L'hon. M. Chrétien: Je sais que nous avons moins bien réussi du côté des Indiens, mais la situation commence à s'améliorer. Je me suis rendu compte de cela lors de ma nomination, et c'est la raison pour laquelle j'ai mis les programmes des Indiens et des Esquimaux du Nord sur un même pied, afin d'assurer les mêmes services à chacun des deux groupes. J'espère que d'ici quelques années, nous pourrions faire autant pour les Indiens que pour les Esquimaux en matière de logement.

On a critiqué l'administration bureaucratique d'Ottawa, de qui relèvent certains aspects de l'administration du Nord. Nous avons transféré l'administration des Territoires du Nord-Ouest dans la nouvelle capitale de Yellowknife et, dès maintenant, nous faisons tous nos efforts pour que les petits villages adoptent le principe du gouvernement local. Nous avons fondé les premières municipalités septentrionales et, par exemple, Yellowknife fut la première ville créée. Nous avons promulgué des ordonnances instituant des conseils municipaux et nombre de petites collectivités septentrionales administrent maintenant elles-mêmes les programmes fédéraux. Je répète que les habitants constituent notre premier souci. Il nous faut veiller à leur donner la possibilité de travailler afin qu'ils puissent partager les bénéfices économiques et sociaux de l'ensemble du Canada.

On nous reproche évidemment de ne pas en faire assez. J'admets qu'il y a deux ou trois ans, seulement 3 ou 4 p. 100 de la main-d'œuvre minière étaient des indigènes. Cependant, j'ai le plaisir de dire que, deux années plus tard, 17 p. 100 des travailleurs de l'industrie minière du district du Mackenzie sont des indigènes. L'année dernière nous avons signé un accord avec la Pine Point Mining Development Company, accord à la suite duquel 21 p. 100 de ses employés sont des autochtones. La situation s'est donc améliorée. Il nous faut bien sûr poursuivre ces efforts en les étayant par un bon programme de formation qui donnera aux aborigènes l'instruction nécessaire pour occuper ces emplois.

Cet objectif soulève certains problèmes sociaux. Il nous est évidemment impossible de forcer les Indiens et les Esquimaux à travailler dans les mines s'ils s'y refusent. Mais j'ai dit aux Indiens et aux Esquimaux que nous sommes prêts à les former. Nous avons en fait préparé un grand nombre d'Indiens et d'Esquimaux dans les écoles de Fort Smith et d'Edmonton à travailler sur des engins lourds, dans des équipes de forage, etc. Parallèlement, si les Indiens et les Esquimaux suivent des cours de formation professionnelle, j'insiste dans mes discours sur le fait qu'ils ne sont pas seuls à devoir s'adapter mais que

l'homme blanc doit également s'accommoder de leur façon de vivre. Il ne faudrait pas systématiquement leur demander d'adopter des méthodes de travail identiques aux nôtres.

Je suis convaincu qu'au long des années un nombre de plus en plus élevé d'indigènes travailleront et profiteront de la mise en valeur du Nord. Cependant, si nous désignons leur offrir cette possibilité, il est indispensable de développer les régions septentrionales. C'est là où ma position devient inconfortable car je suis pris entre deux feux. Selon les porte-parole de l'opposition officielle, je suis trop dur à l'égard des industries d'extraction et je ne les encourage pas suffisamment à développer le Nord. En résumé, je ne leur laisse pas assez la bride sur le cou. D'autre part, les députés du Nouveau parti démocratique m'ont dit de garder nos ressources en réserve, de ne pas mettre le Nord canadien en valeur ni de vendre nos ressources non renouvelables, et de les garder ainsi immobilisées au cas où dans une vingtaine d'années elles aient pris de la valeur. Mais qu'advient-il entre-temps quand il n'y aura plus assez de renards, de caribous ou de phoques pour faire vivre les populations autochtones?

• (3.30 p.m.)

Une voix: Quant aux phoques, vous en avez suffisamment autour de vous.

L'hon. M. Chrétien: Mon premier souci, c'est le bien-être d'indigènes du Nord. Je n'aspire certes pas à laisser dormir nos ressources du Nord et ainsi priver les Indiens et les Esquimaux de toute occasion de se tailler une place dans l'économie salariale et de prendre leur part de la richesse du Canada, les forçant ainsi à vivre d'assistance sociale. Notre politique vise une mise en valeur équilibrée du Nord. Même pris entre ces deux extrêmes, le gouvernement et moi-même tenons à mettre le Nord en valeur de façon équilibrée, en tenant compte des besoins humains et des débouchés qui existent pour nos ressources naturelles. Il nous faut à l'heure actuelle une orientation nouvelle à cause de l'inquiétude que suscitent chez les Canadiens les problèmes écologiques. Il nous faut trouver de nouvelles méthodes.

Par exemple, nous nous livrons, dans notre recherche de pétrole et de gaz, à des travaux sismiques. Nous apportons à la toundra, où Esquimaux et Indiens chassaient le caribou, le renard et le rat musqué, des machines modernes. Certains députés, comme le représentant d'Athabasca (M. Yewchuk) trouveront peut-être cela risible, mais les Esquimaux de l'île Banks ont bien du mal à trouver des renards, comme les Indiens d'Old Crow à chasser des rats musqués. Même si cela n'est que relativement important en regard de l'expansion de l'ensemble du Canada, pour eux c'est bigrement important, et c'est pourquoi je me suis rendu moi-même dans la région pour trouver une solution quelconque.

La solution, à mon avis, serait de demander aux compagnies de pétrole et de gaz et aux entreprises minières d'embaucher un certain nombre de trappeurs de différentes localités pour leur indiquer si leurs travaux auront pour effet de détruire les pièges ou l'habitat de la faune. Dans le développement du Nord, il ne faudrait pas répéter les erreurs commises dans le Sud. Nous avons exploité un grand nombre de mines et de terrains gazifé-